



Avril 2008

Sciences Po Toulouse et la Mission Agrobiosciences s'unissent pour éclairer la décision publique et renforcer l'expertise collective

Un dispositif pilote pour explorer les tensions entre Sciences et Société

Le premier s'attache à former et mener des recherches dans le domaine des sciences humaines et sociales, la deuxième se consacre à la conception et l'observation des débats publics dans les relations entre les sciences et la société... Constatant l'intérêt de réunir leurs savoirs, leurs démarches et leurs réseaux, l'Institut d'Études Politiques de Toulouse et la Mission Agrobiosciences s'unissent dès le printemps 2008, pour renforcer une expérience pilote au plan national, la *Conversation Midi-Pyrénées*.

Au service de la décision publique

De plus en plus fréquemment, les avancées des sciences et des technologies sont l'objet de crispations au sein de l'opinion publique. Au plan local et national, la gestion de ces conflits s'avère problématique à la fois pour les élus, les services de l'Etat et les organismes publics.

C'est pour explorer ces objets de mésentente et détecter les controverses à venir que la Mission Agrobiosciences a créé, il y a quatre ans, un cycle de rencontres initialement organisé à la Maison Midi-Pyrénées (Toulouse). Désormais organisée conjointement avec l'IEP de Toulouse, cette expérience trouve là matière à renforcer son rôle d'éclairage de la décision publique, valoriser l'apport des sciences humaines et sociales pour mieux analyser les situations de crise, élargir son réseau d'expertise et accroître sa visibilité aux plans local, régional et national.

Les participants : un cercle d'experts et de représentants de la société

La Conversation réunit un cercle volontairement restreint de participants, fortement fidélisés et impliqués : une trentaine de personnes en moyenne, issues de domaines de compétences très divers. Des chercheurs et enseignants de toutes disciplines ; des représentants d'associations de protection de l'environnement, de défense des consommateurs et de familles de malades ; mais aussi des élus, des professionnels de la santé et de l'alimentation, des représentants des services de l'Etat, des étudiants...

C'est de leurs remarques, échanges et questionnements que naît une « intelligence collective », apte à repérer les arguments et les ressorts des crises socio-techniques, à renouveler les analyses et les approches.

Contact :

Mission Agrobiosciences
ENFA BP 72 638
31 326 Castanet Tolosan
Té : 05 62 88 14 50
Fax : 05 622 88 14 51
Lucie Gillot : lucie@agrobiosciences.com

Sciences Po Toulouse
2 ter des Puits creusés – BP 88 526
31 685 Toulouse cedex 6
Tél : 05 61 11 02 65
Nathalie Turc-Rivières
com@sciencespo-toulouse.fr



La Conversation de Midi-Pyrénées

Organisée par la Mission Agrobiosciences et l'IEP de Toulouse

1^{ère} séance

« Pas chez moi... ni ailleurs »
Mais où sont donc les terrains d'entente ?

Mercredi 21 mai 2008, de 18h à 20h,
Salle du conseil, Sciences Po Toulouse, 2 ter rue des Puits Creusés, Toulouse

Avec les exposés introductifs de **Rose Frayssinet**, du collectif « Plus jamais ça, Ni ici ni ailleurs », Vice-présidente des Amis de la Terre Midi-Pyrénées, et du géographe **Patrice Melé** (Université de Tours-CNRS CITERES), spécialiste de l'analyse des conflits locaux et des territoires.

Pas de quartiers pour les aménageurs ?

Depuis plusieurs années, les contestations de proximité ne cessent de se multiplier et de s'organiser, à l'occasion de projets d'aménagements ou d'implantations d'équipements.

Désignées comme le « syndrome Nimby » (*Not in my backyard*, "Pas dans mon jardin"), ces oppositions riveraines sont fortement stigmatisées : présentées comme un réflexe individualiste, un rejet irrationnel et irresponsable au mépris de l'intérêt général.

Il n'empêche : parfois institué en véritable contre-pouvoir apte à retarder significativement un aménagement, voire à l'empêcher, ce type d'action collective préoccupe à la fois les décideurs privés et publics, souvent démunis pour appréhender et gérer cette situation.

Si les raisons de l'émergence d'un tel phénomène commencent à être identifiées (crise de confiance dans le politique, besoin de renouvellement des formes de démocratie représentative, ambiguïté du rôle et du statut de l'expert, forte aversion de nos sociétés aux risques...), ses évolutions les plus récentes le sont beaucoup moins.



A peine popularisé, le Nimby est en effet déjà obsolète et chaque jour apporte un nouvel acronyme : le Nimey, *Not in my electoral yard*, le Nims, *Not in my street*, le Noos, *Not in our street*, le Nope, *Not in my planet earth*, ou encore le surprenant Banana : *Build absolutely nothing anywhere near anyone*. Bref, nous serions passés du « Pas de ça dans mon jardin ! » à un « Ni ici, ni ailleurs » qui couperait court aux critiques fondées sur l'individualisme.

Pour un nouvel état des lieux

Ici et là, en réaction, des agences de consultants et autres experts auprès d'entreprises, d'administrations et d'élus, mettent au point des stratégies pour "contourner" ou "apaiser" un tel type de contestation qu'ils présentent souvent comme une menace, la « bête noire » des urbanistes. Pour certains observateurs, peu convaincantes sur la forme comme le fond, voire contestables sur un plan éthique, ces stratégies n'appréhenderaient en rien la dynamique propre à ces mouvements.

Peu connus en revanche sont les travaux de sociologues, de géographes ou de politologues qui appréhendent pleinement, et dans toute leur complexité, les relations entre ces formes de mobilisation, le processus de la décision publique et le rapport au territoire, faisant appel à des notions telles que l'apprentissage collectif, la montée en généralité, la négociation...

Dépassant la simple confrontation, ces analyses qui s'intéressent à l'action « en train de se faire » renouvellent et enrichissent les cadres et les modalités de la politique publique locale et territoriale. A condition d'élargir le regard, voire de l'inverser, en ne résumant plus ces mobilisations comme un simple obstacle, un front du refus et un défaut de citoyenneté.

A travers cette séance, la Conversation de Midi-Pyrénées souhaite faire entendre des approches nouvelles sur les actions riveraines, sans pour autant fabriquer un nouvel acronyme... L'objectif : **mettre en lumière le nouveau rapport au territoire qu'elles révèlent et construisent en terme d'appartenance et d'appropriation**. Une grille de lecture plus féconde qui ouvre de nouveaux champs de compréhension pour la décision publique.



La Conversation : un dispositif original

Qu'est-ce que converser ?

Concrètement, chaque Conversation dure deux heures. Avant chaque séance, la Mission Agrobiosciences et l'IEP Toulouse élaborent, à l'attention de l'ensemble des participants, un dossier préparatoire en vue de nourrir la réflexion de chacun dès l'amont.

Sur place, la Conversation propose en ouverture un à deux brefs exposés, le plus souvent préparés par un de ses membres, qui donnent une lecture de la question, à la suite de laquelle la discussion s'engage entre tous.

Une Conversation intime, une restitution publique

A la suite de chaque séance, le contenu des échanges est retranscrit au travers d'une synthèse écrite – les « Restitutions de la Conversation Midi-Pyrénées - qui, après validation par chaque participant, est mise en ligne sur le site de la Mission Agrobiosciences. D'accès libre et gratuit, ces restitutions sont fortement consultées, et connaissent environ chacune 3 000 téléchargements par an.

Des sollicitations croissantes au niveau local et national

Dans ce cadre, ces Conversations contribuent de plus en plus à répondre à des interrogations ou des sollicitations d'organismes publics. Ce fut le cas, notamment, des séances sur la culture scientifique et technique "la Science est-elle culturelle ?", "Les sciences dans la société : comment réintroduire la part du sensible ?" dont les restitutions sont venues nourrir la réflexion du groupe de travail « Diffusion de la culture scientifique » organisé dans le cadre des Assises régionales de la recherche, de l'innovation et du transfert des technologies de Midi-Pyrénées en 2005.

De même, en juin 2006, la séance consacrée à l'apprentissage collectif des risques a fait l'objet d'une contribution apportée au groupe de travail du Conseil National de l'Alimentation (CNA) saisi par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, sur la communication publique en matière de risque. Certaines préconisations de cette séance figurent d'ailleurs dans l'avis définitif du CNA.

Notons également que les deux conversations organisées sur les nanotechnologies et nanosciences (octobre et décembre 2006) ont fait l'objet d'un cahier d'acteur lors du débat national qui s'est déroulé à la cité des sciences les 19 et 20 mars 2007, disponible sur le site de la Cité des Sciences¹. Jean-Claude Flamant, directeur de la Mission Agrobiosciences, a également été convié à participer à l'une des tables rondes de ce débat national.

Tout récemment, une nouvelle collaboration a été lancée avec l'Agence Française de la Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (AFSSET) mais aussi avec l'Inra, afin d'explorer certains questionnements spécifiques à leurs domaines.

¹Cahier n°11, accessible en suivant ce lien : http://www.cite-sciences.fr/francais/ala_cite/expositions/nanotechnologies/cahiers-acteurs.htm



Les problématiques abordées par la Conversation

En 2003-2004

Le paysage, nouvel enjeu des rapports de force ?

Séance introduite par **Gérard Tiné**, plasticien, enseignant à l'Ecole d'Architecture de Toulouse, novembre 2003.

Le nouveau statut de l'animal dans notre société : quelles conséquences ?

Séance introduite par **Christian Diaz**, chercheur à l'Ecole Nationale Vétérinaires de Toulouse, décembre 2003.

Comment instruire le débat sur les OGM ?

Séance introduite par **Joël Gellin**, généticien, directeur de recherches à l'Inra Toulouse, janvier 2004.

Sécurité alimentaire et santé : un progrès ou un retour vers l'hygiénisme ?

Séance introduite par **Georges Bories**, directeur de recherches Inra, Directeur scientifique à la Commission Européenne, mars 2004.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1026

Supprimer la douleur : jusqu'où peut-on aller ?

Séance introduite par **Thierry Marmet**, médecin, chef de soins palliatifs de la polyclinique Joseph Ducuing et **Bernard Desclaux**, psychiatre, chef de service à l'Institut Claudius Regaud, avril 2004.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1045

La recherche publiques peut-elle se passer de contrats privés ?

Séance introduite par **Michel Grossetti**, directeur du Centre d'Etude des Rationnalités et des Savoirs, CNRS – Université de Toulouse-Le Mirail, mai 2004.

Accéder au compte-rendu des échanges : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1092

En 2004-2005

Qui est concerné par les collections d'échantillons humains et de données associées utilisés par la recherche ?

Séance introduite par **Anne Cambon-Thomsen**, médecin, directeur de recherche Inserm, U 558, responsable de la plateforme "Génétique et Société" de la Genopole Toulouse Midi-Pyrénées, février 2005.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1497

L'enseignement des sciences en questions

Séance introduite par **Alain Trousson**, philosophe, membre du Conseil National des Programmes (CNP, Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche). Avec les réactions immédiates de **Marie-France Barthet** conseillère du site universitaire auprès du Recteur de l'Académie de Toulouse et Chargée de mission auprès du Préfet de région Midi-Pyrénées et **Jean-Pierre Zalta**, Professeur Emérite de Biologie et de Génétique Moléculaires, mars 2005.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1479



La transgénèse à l'épreuve du droit : enjeux et limites technologiques, impacts juridiques et brevetabilité du vivant

Séance introduite par **Pierre Boistard**, généticien, Laboratoire "Interactions Plantes-Microorganismes", Inra-Cnrs, avec les réactions immédiates de **Marc Verprat**, président directeur général d'Eikonex et **Georges Mas**, consultant, psychosociologue, avril 2005.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1460

La science est-elle culturelle ?

Séance introduite par **Valérie Péan** de la Mission Agrobiosciences, avec les réactions immédiates de **Philippe Baralon**, Cabinet Phylum, spécialisé dans le conseil, la stratégie et l'organisation des filières alimentaires ; **Michel Grossetti**, Sociologue, Directeur du Centre d'Etude des Rationalités et des Savoirs, Cnrs-Université Toulouse Le-Mirail ; **Marie Vella** responsable consommation, Union Féminine Civique et Sociale, et **Brigitte Prévost**, alors secrétaire générale de l'Association de défense, d'éducation et d'information du Consommateur de la Haute Garonne, mai 2005.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1443

Science et Société : comment réintégrer la part du sensible ?

Séance introduite conjointement par **Jacques Lefrançois**, philosophe et généticien, enseignant à l'Université Paul Sabatier, membre du Comité de la plateforme génétique et société de la Genopole Toulouse Midi-Pyrénées, **François Saint-Pierre**, professeur de mathématiques, Toulouse et **Jean-Pierre Estrampes**, architecte, professeur à l'école d'architecture de Montpellier, juin 2005

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1527

En 2005-2006

La multiplication des expertises scientifiques et techniques, que signifie cette inflation ?

Séance introduite par **Georges Bories**, Toxicologue, directeur de recherche Inra, président des comités scientifiques de l'alimentation animale à la commission européenne et à l'AFSSA ; **Emmanuelle Rial-Sebbag**, juriste, Inserm U558, travaillant sur l'aspect juridique des expertises médicales et **Jean Tkaczuck**, Président de la Commission recherche, transferts de technologies, enseignement supérieur, Conseil Régional Midi-Pyrénées, Octobre 2005.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1626

L'expertise face à la décision publique : quel est l'apport des sciences humaines et sociales ?

Séance introduite par **Gilles Allaire**, économiste, Directeur de Recherches Inra et **Michel Grossetti**, Sociologue, Directeur du Centre d'Etude des Rationalités et des Savoirs, Cnrs-Université Toulouse Le-Mirail. Avec la contribution de **Georges Mas**, consultant, psychologue, spécialiste de l'organisation des entreprises, décembre 2005.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1690

La politique nutritionnelle en balance : des bienfaits aux excès

Séance introduite par **Max Lafontan**, Unité de recherche sur les obésités (Inserm U586) ; **Geneviève Cazes-Valette**, Professeur de Marketing à l'ESC Toulouse, doctorante en anthropologie et **Muriel Gineste**, sociologue, EFISA, février 2006.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1816



Le principe de précaution : en a-t-on vraiment pris la mesure ?

Séance introduite par **Jean-Michel Ducomte**, avocat à la Cour d'appel de Toulouse, enseignant de philosophie politique à l'IEP Toulouse et **Nicolas Treich**, économiste, chercheur Inra au Laboratoire d'Economie de l'Environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture (Lerna), Avril 2006.

Accéder à la restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1772

Doit-on aller vers un apprentissage collectif des risques ?

Séance introduite par **Olivier Moch**, Directeur général adjoint de Météo France et **Patrick Denoux**, Maître de conférence en psychologie interculturelle, Université de Toulouse Le-Mirail. Avec la réaction de **Georges Mas**, psychosociologue, consultant, mai 2006.

Accéder à la restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1988

En 2006-2007

La révolution des nanos : tous les ingrédients d'un débat explosif ?

Séance introduite par **Jean-Pierre Launay**, Directeur du CEMES (Cnrs) et **Lionel Larqué**, administrateur de la Fondation Sciences Citoyennes, membre du rapport « Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies, octobre 2006

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1959

Peut-on encore collectivement décider de l'avenir des nanos et à quelles conditions ?

Séance introduite par **Lionel Larqué**, Fondation Sciences Citoyennes et **Daniel Bancel**, recteur, Président du Conseil d'administration du Centre Universitaire Champollion, décembre 2006.

Accéder à la restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2080

Biocarburants, des controverses à toutes pompes : comment poser les arguments du débat ?

Séance introduite par **Philippe Pointereau**, responsable du pôle agroenvironnement de Solagro et **Jacques Commère**, responsable de l'organisation des Producteurs de Grains au sein de la coordination rurale, février 2007.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2131

Le silence des clones. Pourquoi ne parle-t-on plus du clonage dans les médias ?

Séance introduite par **Joël Gellin**, Généticien, Directeur de recherches à l'Inra et **Emmanuelle Rial-Sebbag**, juriste (Inserm), mars 2007.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2100

En 2007-2008

Cet obscur objet du débat public ?

Séance introduite par **Daniel Boy**, directeur de recherche au Cevipof, centre de recherches politiques de Sciences Po et **Jean-Michel Eymeri-Douzans**, Professeur des Universités à l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, novembre 2007

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2298

Pesticides ? Même pas peur !

Séance organisée en collaboration avec l'Afssset, et introduite par **Patrick Denoux**, Professeur des Universités, Psychologie Interculturelle à l'Université Picardie - Jules Verne (Amiens). Et **Jean-Pierre Cravedi**, directeur de l'Unité xénobiotiques Inra Toulouse, janvier 2008.

Accéder à la Restitution : http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2340



La Mission d'Animation des Agrobiosciences : une référence dans la conception et l'animation de débats publics

Créée en 2000, la Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA) est financée par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche dans le cadre d'un contrat quadriennal Enfa-DGER-Région. Par ses actions propres ou à la demande d'organismes publics, elle investit ses compétences dans la conception, l'organisation et l'animation de débats sur des sujets sensibles touchant les sciences du vivant, l'agriculture et l'alimentation, ainsi que la culture scientifique et technique. Grâce à un réseau d'intervenants nationaux et internationaux multidisciplinaires, capables d'éclairer les différents sujets abordés, la MAA joue aujourd'hui un rôle national de médiation entre la science et la société.

Implantée en Midi-Pyrénées dans les locaux de l'Ecole Nationale de Formation Agronomique, à Auzeville (Sud-Est de Toulouse), elle mène en région des actions pilote telles que *la Conversation Midi-Pyrénées* ou *l'Université des lycéens*. Sollicitée au plan national, elle a directement contribué aux *Etats Généraux de l'Alimentation* (2000), aux *Forums de concertation sur l'accompagnement du renforcement de la population d'ours bruns dans les Pyrénées* (2005), ou encore aux débats mis en place par le Ministère de l'Agriculture lors du Salon International de l'Agriculture (2002, 2004, 2005, 2006, 2007). Au plan international, elle a initié le *Café des Sciences de Barcelone* (2003) et anime, régulièrement, *les Tables Rondes de la Fédération Européenne de Zootechnie*.

Une équipe collégiale

Additionnant plusieurs compétences en matière de conception, d'animation, d'analyse, d'édition et de multimédia, l'équipe de la Mission des Agrobiosciences fonctionne d'une manière collégiale et polyvalente. C'est à travers une discussion interne et une liberté éditoriale que s'élabore le choix des sujets à traiter et les moyens à initier. Quant à la réalisation, elle fait appel à la polyvalence de chacun et à la responsabilité d'un référent.

L'équipe de la Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA)

Jean-Claude Flamant, directeur de la MAA : jcflamant@agrobiosciences.com

Jean-Marie Guilloux, conception et coordination générales : jm.guilloux@agrobiosciences.com

Sylvie Berthier, coordination des débats : sylvie.berthier@agrobiosciences.com

Valérie Péan, en charge des publications : valerie.pean@agrobiosciences.com

Lucie Gillot, chargée de projet : lucie@agrobiosciences.com

Jacques Rochefort, service presse, documentation : jacques.rochefort@agrobiosciences.com



Sciences Po Toulouse

En 2008 Sciences Po Toulouse fêtera ses 60 ans. Etablissement créé en 1948 pour renforcer la formation universitaire des futurs cadres de la nation, Sciences Po Toulouse s'enorgueillit aussi d'être rattaché à l'Université de Toulouse, un des premiers pôles universitaires français.

Sciences Po Toulouse forme aujourd'hui avec les sept autres IEP de région et Sciences Po Paris, un réseau d'excellence.

Sciences Po Toulouse se caractérise par sa capacité d'innovation, son attractivité, son ouverture internationale et scientifique (Le Laboratoire des Sciences Sociales et du Politique – le LaSSP)

Au cœur des formations, le Diplôme de l'IEP, un cursus en 5 ans qui confère le grade de Master. Sélectif à l'entrée, il a vocation à conduire 100% des étudiants à l'insertion professionnelle. Fidèle à sa vocation historique, l'IEP assure la préparation aux concours de toutes les fonctions publiques.

Dans sa réforme du Diplôme, Sciences Po Toulouse a souhaité une plus grande ouverture sur le monde professionnel en créant des partenariats avec des professionnels régionaux. « La conversation » avec la Mission Agrobiosciences témoigne de cette volonté.

Désormais, les étudiants peuvent choisir un des quatre grands domaines de métiers les spécialisant lors de leurs 4^e et 5^e année :

- Métiers de l'action publique
- Economie, développement et lutte contre les discriminations
- Gestion des risques et lutte contre les discriminations
- Médias, culture et société de la connaissance

La réforme offre l'opportunité d'améliorer la cohérence de la formation, d'une part, au regard d'objectifs clairement identifiés année par année et d'autre part, au regard des méthodes pédagogiques que Sciences Po de Toulouse souhaite privilégier, à savoir : l'interactivité, le travail personnel et la capacité d'autonomie des étudiants.